

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 08/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CERESINE (ex-BAERLOCHER France)**

Traverse de la Buzine  
13011 Marseille

Références : D-2026-0244  
Code AIOT : 0006400660

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement CERESINE (ex-BAERLOCHER France) implanté CH DE LA BUZINE 13011 Marseille. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de tours de refroidissement et de la situation administrative du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CERESINE (ex-BAERLOCHER France)
- CH DE LA BUZINE 13011 Marseille
- Code AIOT : 0006400660
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CERESINE (ex-BAERLOCHER) est une entreprise de fabrication de pastilles, écailles, poudre et plaques à partir de cires d'abeille pour les industriels de la cosmétique et de la pharmacie principalement.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                                        | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Notification de mise à l'arrêt                                      | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-I    | Sans objet        |
| 2  | Mise en sécurité - Evacuation des produits dangereux et des déchets | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-II-1 | Sans objet        |
| 3  | Mise en sécurité - Accès au site                                    | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-II-2   | Sans objet        |
| 4  | Mise en sécurité - Suppression des risques                          | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-II-3   | Sans objet        |
| 5  | Mise en sécurité - Surveillance sur l'environnement                 | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-II-4 | Sans objet        |
| 6  | Usage futur                                                         | Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-III  | Sans objet        |
| 7  | Rubrique n°4510 - Contrôle périodique                               | Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.1.2                | Sans objet        |
| 8  | Rejets atmosphériques et Etude de dangers                           | AP de Mise en Demeure du 19/01/2006, article 1                 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté d'écarts aux prescriptions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de mise à l'arrêt

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Délai de notification de mise à l'arrêt                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.<br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br>Le 17/12/2015, la société BAERLOCHER (aujourd'hui CERESINE) adressait un mail à la DREAL pour indiquer la cessation d'activité des trois tours de refroidissement BALTIMORE, déclarées sous la rubrique n° 2921-1b de la nomenclature des installations classées.<br>Le récépissé de déclaration du 02/09/2016 indique que la Préfecture prend acte que le site ne relève plus de la rubrique n° 2921.<br>Lors de la visite, l'IIC a constaté que les tours ne sont plus présentes. Elles ont été remplacées par un dry cooler non assujetti à la réglementation ICPE. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 2 : Mise en sécurité - Evacuation des produits dangereux et des déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-II-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evacuation des produits dangereux et des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;<br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br>L'IIC a constaté, lors de la visite, l'absence de déchets liés à l'activité des tours de refroidissement, notamment l'absence d'anciens fûts de produits de traitement (biocides ou anti-tartre). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 3 : Mise en sécurité - Accès au site**

|                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-II-2                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès au site                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>[...]<br><br> |

|                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;<br>[...]                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>Le dry cooler a été installé en lieu et place des anciennes tours de refroidissement.<br>Aucun risque lié à la sécurité et à l'accès n'a été relevé lors de la visite d'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                 |

**N° 4 : Mise en sécurité - Suppression des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-II-3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suppression des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>[...]<br>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;<br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br>Les tours ayant été complètement démantelées, l'IIC a pu constater lors de la visite qu'aucun risque d'incendie et d'explosion ne subsistaient. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 5 : Mise en sécurité - Surveillance sur l'environnement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-II-4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance sur l'environnement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>[...]<br>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.<br><br><b>Constats :</b><br><br>Les produits de traitement ont été retirés de l'installation, limitant ainsi tout risque de pollution. Lors de la visite sur terrain, l'IIC n'a pas constaté de pollution résiduelle. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 6 : Usage futur**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-66-1-III |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Usage futur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le dry cooler mis en lieu et place des anciennes tours de refroidissement est affecté au même usage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 7 : Rubrique n°4510 - Contrôle périodique**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.<br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site était classé au titre de la déclaration pour le stockage de mercaptaptoethyl-étain.<br>Aujourd'hui, l'activité ayant évolué, ce produit n'est plus utilisé et le site ne serait plus assujéti à cette rubrique.<br>Au regard de l'état des stocks transmis le 23/03/2026, la quantité stockée de produit 4510 est de 4,8 t, soit inférieur au seuil de déclaration (20 t)<br>Ainsi, le site n'est plus concerné par cette rubrique, le contrôle périodique n'a plus lieu d'être pour celle-ci.<br>En revanche, le site est classé au titre de la déclaration avec contrôle pour les entrepôts couverts (rubrique n° 1510) et pour la chaudière à gaz (rubrique n° 2910).<br>Les contrôles périodiques n'ont pas été présentés le jour de l'inspection ; ils ont été transmis ultérieurement par mail le 22/03/2026. La périodicité des derniers contrôles est conforme. Les non-conformités relevées ont fait l'objet d'un plan d'action, et les mesures correctives ont été mises en œuvre. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 8 : Rejets atmosphériques et Etude de dangers**

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/01/2006, article 1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ETE et EDD                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                 |

La Société BARLOCHER est mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois l'ensemble des prescriptions de l'article 1er de l'arrêté du 15 juin 2005.

Prescription de l'article 1er de l'arrêté complémentaire du 15 juin 2005 :

La Société BARLOCHER située chemin de la Buzine - B.P. 72 - 13368 MARSEILLE CEDEX11, est tenue de faire réaliser les études suivantes :

1. une étude technico-économique ayant pour objet de caractériser qualitativement et quantitativement la dispersion atmosphérique et les retombées de ses rejets atmosphériques canalisés et diffus autour de l'usine, d'en évaluer les impacts sur l'environnement et de proposer les actions correctives qui s'imposeront éventuellement ;
2. sur la base de l'étude précitée, une évaluation sanitaire de ces rejets sur la santé des voisins ;
3. une étude des dangers de ses installations, pour identifier tous les risques inhérents à l'exploitation du site, les évaluer et indiquer les barrières correctives en place ou à ajouter.

**Constats :**

La société BAERLOCHER avait été mise en demeure en 2005 suite à une plainte de voisinage concernant des retombées de rejets atmosphériques, de type poudre de cire.

De plus, la mise en demeure portait également sur la réalisation d'une étude de dangers.

Concernant les rejets atmosphériques, ceux-ci provenaient des cinq tours d'atomisation.

Quatre de ces installations ont été capotées entre 2004 et 2007. La cinquième a été démantelée, les installations ayant été surdimensionnées.

Suite à de nouvelles plaintes en 2014 de la part de la société voisine ALLIOS, BAERLOCHER avait fait réaliser des mesures de retombées de poussières par le bureau de contrôle APAVE.

Ces mesures avaient été réalisées en quatre points répartis dans les deux parkings de la société ALLIOS. Les résultats avaient été conformes.

Depuis 2014, aucune plainte n'a été déposée.

Concernant l'étude de dangers, elle avait été demandée en raison de l'utilisation de produits à caractère inflammable. Aujourd'hui, ces produits ne sont plus utilisés. En effet, le récépissé de déclaration du 09/02/2016 ne classe pas le site pour du stockage de produits inflammables. Ainsi, cette étude de dangers n'a plus lieu d'être demandée.

**Type de suites proposées :** Sans suite